

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMITVAD DU PAYS DE CAUX

14 place du Général Leclerc
76760 Yerville

Références : UDRD-2024-09-T-635
Code AIOT : 0003902507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement SMITVAD DU PAYS DE CAUX implanté EURVILLE 76890 VAL-DE-SAANE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est intervenue dans un contexte de nombreuses plaintes relatant la présence significative de mouches reçues à la DREAL depuis le 26 juin 2024 par des habitants de la commune de Belleville en Caux, située à environ 2 km de l'ancienne décharge d'Eurville. Le contrôle a été effectué de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMITVAD DU PAYS DE CAUX
- EURVILLE 76890 VAL-DE-SAANE
- Code AIOT : 0003902507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancienne décharge d'ordures ménagères d'Eurville a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 juin 1977. La cessation des activités de cette installation a été actée par arrêté préfectoral du 16 mai 2003. Le site fait actuellement l'objet d'une instruction dans le cadre de la remise en état et du suivi post-exploitation en tant qu'installation de stockage de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance environnementale	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-66-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conditions de mise à l'arrêt du site	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis permettent d'écarter raisonnablement l'ancienne décharge d'Eurville comme étant l'origine de la présence significative de mouches dans le secteur. Cependant, la présence d'eaux de lixiviation sur le site peut être un lieu d'attractivité pour ces insectes. Aussi, il est rappelé à l'exploitant la nécessité de procéder à une gestion attentive de ces eaux de lixiviation. Concernant la surveillance des eaux souterraines, il est demandé à l'exploitant de rendre opérationnel le piézomètre Pz3 qui semble être bouché depuis décembre 2018 et de justifier la détection de métaux (nickel, fer et manganèse) et de coliformes fécaux depuis les 2 dernières campagnes de décembre 2023 et juin 2024 sous un délai de 2 mois. Enfin, concernant l'encadrement de la post-exploitation, un projet d'arrêté préfectoral sera prochainement soumis à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conditions de mise à l'arrêt du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux de lixiviation
Prescription contrôlée : III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

<p>Constats :</p> <p>Il convient de rappeler en préambule que l'ancienne décharge d'ordures ménagères n'est plus exploitée depuis 2003 et que dans le cadre de cette cessation d'activité, le SMITVAD a remis à l'inspection 2 études portant sur la réhabilitation de ce site (étude IKOS datée de juin 2005 et étude ANTEA de mai 2010) afin d'encadrer la période de post-exploitation (remise en état, réhabilitation et suivi environnemental). Un projet d'arrêté sera très prochainement proposé dans ce contexte.</p> <p>L'inspection s'est rendue inopinément sur le site suite à la réception de nombreux signalements sur le secteur de Belleville en Caux, situé à 2km de l'installation, concernant la prolifération de mouches dans le village.</p> <p>Lors de la visite, la clôture était ouverte puisque 2 agents du Conservatoire des Espaces Naturels étaient présents sur le site pour une campagne d'arrachage d'une espèce végétale envahissante (la Berce du Caucase).</p> <p>A cette occasion, il a été constaté la présence d'eaux de lixiviation issues du ruissellement des eaux pluviales sur la décharge dans un bassin et une noue longitudinale. Malgré la présence de cette eau stagnante non odorante, il n'a pas été constaté particulièrement la présence significative de mouches.</p> <p>Par suite, le SMITVAD indique, par courrier du 26/7/2024, que la présence de mouches semble être un constat général cette année qui va bien au delà du secteur d'Eurville du fait de températures clémentes l'hiver dernier et d'une humidité tendant à favoriser la reproduction d'insectes.</p> <p>S'agissant de la gestion des eaux résiduaires, l'exploitant a fourni par la même occasion une lettre d'une société prestataire en date du 26/7/2024 rappelant les modalités d'intervention contractualisées avec l'exploitant à savoir : un nettoyage des accès aux piézomètres 1 à 2 fois/an, un relevage des eaux du bassin collectant les eaux de ruissellement et l'épandage de ces effluents en partie haute de la décharge, et en cas de remplissage des bassins si la pluviométrie est importante, assurer le pompage et l'évacuation des eaux de lixiviations pour un traitement par osmoseur sur le site exploité par Valor'Caux à Brametot. Interrogé sur ce dernier point par l'inspection le 25/7/2024, l'exploitant de Valor'caux indique ne pas recevoir d'effluents d'autres sites depuis de nombreuses années.</p> <p>Commentaire n°1: Dans l'attente de la prise d'un arrêté préfectoral devant encadrer la post-exploitation, l'exploitant veillera à mettre en oeuvre les dispositions nécessaires permettant la bonne gestion des eaux de lixiviation sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p>

- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

Comme indiqué précédemment, une campagne d'arrachage d'une espèce exotique envahissante (EEE), la Berce du Caucase, était en cours par 2 agents de Conservatoire des Espaces Naturels de Normandie.

De plus, par courrier du 26/7/2024, le SMITVAD a transmis à l'inspection les données compilées (depuis septembre 2007 jusqu'à juin 2024) de la surveillance semestrielle des eaux souterraines au droit des 3 piézomètres présents sur le site.

Des éléments remis, il apparaît que:

- sur le Pz3, la surveillance est arrêtée depuis décembre 2018 car l'ouvrage est indiqué comme "bouché";
- sur l'ouvrage Pz1, on note la détection de coliformes et streptocoques fécaux en décembre 2023 et juin 2024
- sur l'ouvrage Pz2, on note la détection de certains métaux en juin 2024 et décembre 2023 (nickel, fer et manganèse) au delà des valeurs seuils et aussi la détection de coliformes fécaux en juin 2024.

Demande n°1: l'exploitant devra rendre opérationnel l'ouvrage Pz3 avant la prochaine campagne de mesures prévue en décembre 2024 et poursuivre la surveillance en son droit. Concernant la détection de métaux et de coliformes et streptocoques fécaux, l'exploitant devra interpréter/justifier leur détection depuis décembre 2023 sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois